

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3^{ème} année:

N°283 DU MERCREDI
14 MARS 2018

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Rififi au sein de la majorité présidentielle

Les limites du chantage du Président Issoufou Mahamadou envers ses alliés



Processus électoral

**L'attitude courageuse du MPN
KIISHIN KASSA et du RSD-GASKIYA**

Marche citoyenne : le défi relevé !

**L'acteur de la société civile
Nouhou Arzika dans le
collimateur des Guristes**

Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”

Ne pensez pas que, face à ce qui est attendu de vous, en qualité de chef de l'Exécutif, vous pouvez vous dissimuler derrière les partis politiques membres de la MRN et dissoudre ainsi votre responsabilité.

Soyez sûr d'une chose : vous resterez dans l'histoire politique nigérienne. Seulement, lorsqu'on se souviendra de vous, ce sera à travers une peinture noire et vilaine. Je suis désolé de le dire ainsi mais c'est comme ça. Non seulement votre gouvernance est la pire des gouvernances et je l'ai amplement soutenu dans les lettres que vous avez régulièrement reçues de moi, mais vous refusez en plus de faire dans l'humilité devant votre peuple. Depuis des mois, vos compatriotes sont dans la rue pour protester contre la loi de finances et l'impunité offerte comme cadeau à ceux qui vous soutiennent ; contre la corruption et les infractions assimilées ; contre les trafics de devises et de drogue ; contre le maintien du train de vie de l'Etat et de la taille scandaleuse du gouvernement, etc. Et malgré la montée en puissance du mouvement social, vous semblez afficher, sinon un mépris royal aux revendications, du moins une indifférence aux conséquences désastreuses qui en découlent. Vous avez sans doute misé sur un essoufflement du mouvement. C'est une erreur monumentale dont vous vous rendez sans doute compte. Que devez-vous faire ? Dans ces genres de situations, on a beau être président de la République élu, on n'a pas mieux à entreprendre que de faire profil bas, demander pardon à son peuple et s'incliner devant ses revendications. Il n'y a pas de honte à mordre la poussière devant son peuple. Mieux, c'est une grande fierté que de dire à son peuple : « je vous ai entendus et compris ». Avez-vous vu le monde que la 5^e journée d'action citoyenne a drainé dans les rues ? Je puis vous assurer que, contrairement à tout ce que vous pourriez entendre de certains laudateurs, il n'y a jamais eu autant de monde pour une manifestation publique. S'il y avait eu le moindre franc pour transporter des manifestants, comme cela a été le cas avec les partis qui vous soutiennent, les rues de Niamey auraient carrément explosé.

Monsieur le “Président”

L'option qui consiste à mettre dans la rue d'autres Nigériens, à coups de billets de banque, n'est pas la solution. Elle est d'ailleurs contreproductive en ce sens que, non seulement la source de motivation est malsaine, mais sa pérennisation pourrait conduire à des affrontements entre Nigériens. Or, j'ai remarqué chez une tendance à la multiplication de telles manifestations dans toutes les régions du Niger. Je vous prie de mettre un terme à cette escalade dont l'issue peut être fatale pour le peuple nigérien. Encore une fois, ne faites pas hors sujet. Car, il ne s'agit pas de montrer que vous pouvez toujours mobiliser du monde. Il s'agit pour vous, en votre qualité de chef de l'Etat, et non pour le Pnds et ses alliés, de faire droit aux aspirations et aux attentes de votre peuple. Je ne vous parlerai pas de serment, ça ne rime à rien. Par contre, je vous demanderais de tendre l'oreille, d'ouvrir les yeux, afin d'appréhender dans sa juste dimension, ce mouvement social de très grande envergure. Car, par-delà le fait que ce mouvement fédère aujourd'hui les organisations de la société civile, les centrales syndicales et les partis politiques de l'opposition, la plupart de ceux qui peuplent les partis de la MRN [Mouvance pour la renaissance du Niger] ont une âme d'opposants par rapport à votre loi de finances. Vous ne pouvez pas imaginer ce que les leaders de ces partis politiques pensent de vous et de votre gouvernance. Sinon, vous auriez depuis longtemps abandonné ce bras de fer insolite que vous imposez à votre peuple.

Monsieur le “Président”

L'enfer, dit-on, est pavé de bonnes intentions. Lorsque vous arrivez au pouvoir en avril 2011, vous avez tellement promis que beaucoup de Nigériens se croyaient déjà dans l'eldorado. Sept ans après, vous continuez, malheureusement à faire des discours, à afficher de belles intentions et à construire des rêves tandis que la

réalité se déroule, cruelle et sans vous. Vous semblez vivre dans un monde inaccessible pour vos compatriotes ; un monde que vous êtes pratiquement le seul — je ne parle pas bien sûr des flatteurs et autres laudateurs — à connaître et à défendre. Vos compatriotes ne se reconnaissent pas, je dois vous le rapporter, dans ces discours mielleux que vous tenez lors des rencontres internationales. Car, si l'on mettait vos discours bout à bout, le Niger ne serait plus ce pays qui proclame que l'initiative 3N est un franc succès mais qui tend curieusement la main pour quémander 185 milliards de francs CFA pour faire face à l'insécurité alimentaire. Le Niger ne serait pas non plus ce pays qui prétend accorder la priorité à l'énergie solaire — référence à votre allocution à New Delhi, le lundi 12 mars 2018 — mais qui investit des dizaines de milliards dans une centrale thermique qui est devenue un cauchemar pour le Niger. Le Niger ne serait pas enfin ce pays dont les premières autorités affirment lutter contre la corruption et les infractions assimilées, mais où les plus grands corrompus et corrupteurs sont ceux qui envoient les autres en prison. Bref, vous avez montré l'endroit et pratiqué l'envers.

Monsieur le “Président”

Quelles difficultés pouvez-vous ressentir à dire à votre peuple que vous avez compris leurs préoccupations et que le gouvernement va déposer incessamment une nouvelle mouture de la loi de finances qui suppriment toutes ces mesures impopulaires ? S'il est vrai que, comme le chuchotent bon nombre de nos compatriotes, vous comptez en fin de compte sur la force publique pour étouffer le mouvement, je voudrais vous dire que ce ne serait pas une bonne chose. Vous avez bien vu qu'en trois et cinq journées d'action citoyenne, les organisations de la société civile ont gagné le pari d'organiser des manifestations pacifiques, loin de toute

Suite page 3

présence des forces de maintien de l'ordre. Opposer la force publique à la moindre manifestation publique est ruineuse. Dans un contexte d'insécurité où les positions de nos Forces de défense et de sécurité sont régulièrement victimes d'attaques terroristes, la Gendarmerie, la Garde nationale et la Police peuvent être mieux utilisées que de les envoyer casser du citoyen. Contrairement à ce que vous pensez et soutenez, le capital humain est irremplaçable en matière de renseignements. Utilisez ce personnel pléthorique à la Police que l'on m'a rapporté dans les renseignements. Le Niger gagnerait plus.

Monsieur le "Président"

Le 15 mars 2018, Journée internationale des consommateurs, les organisations de la société civile ont invité les Nigériens à observer, à Niamey, une ville morte. Il n'y a pas, disent-elles, meilleure façon de célébrer cette journée, les consommateurs nigériens vivant une calamité avec votre loi de finances. Le 25 mars suivant, ils seront encore plus nombreux, c'est certain, que le 11 mars et l'ultimatum fixé pour que votre gouvernement revoie sa copie. Rien qu'à Niamey, à Zinder et à Tahoua cumulés, on peut estimer banalement le nombre de Nigériens dans la rue à plus du million. Ce qui est attendu de vous à votre retour de l'Inde, c'est de faire un message à la nation pour annoncer la fin de ce bras de fer et la décision du gouvernement de retirer toutes les mesures antisociales de la loi de finances 2018. Si vous décidez, comme vous en avez l'habitude, de poursuivre ce combat insolite avec votre peuple, soyez sûr d'une chose : vous êtes en train de scier la branche sur laquelle vous êtes assis. Ni le Pnds ni la MRN ne sauraient faire ce que vous avez à faire, encore moins vous dédouaner. Soit, vous acceptez d'écouter votre peuple et d'agir conformément à ses aspirations ; soit, vous refusez et vous faites tout autre chose. Mais, ne pensez pas que, face à ce qui est attendu de vous, en qualité de chef de l'Exécutif, et même de toutes les institutions de la République comme le disent certains, vous pouvez vous dissimuler derrière les partis politiques membres de la MRN et dissoudre ainsi votre responsabilité.

Mallami Boucar

L'acteur de la société civile Nouhou Arzika dans le collimateur des Guristes

Depuis quelques temps, le président du Mouvement patriotique pour une citoyenneté responsable (MPCR), Nouhou Mahamadou Arzika, est devenu la principale cible des partisans du pouvoir. Sur les réseaux sociaux où ses photos sont publiées sur plusieurs profils, l'homme est traité de tous les noms d'oiseaux. Même des aspects touchant à sa vie privée ne sont pas épargnés. A analyser les choses de près, cette animosité que manifestent les partisans du pouvoir à l'égard de l'acteur de la société civile est tout simplement due à la réussite éclatante des Journées d'Actions Citoyennes, dont le MPCR de Nouhou Arzika est un des initiateurs, avec l'association Alternative Espaces Citoyens (AEC) de Moussa Tchangari et le Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire (ROTAB-NIGER) de Ali Idrissa. Contrairement à leurs discours, les tenants du pouvoir sont très inquiets de l'adhésion de plus en plus massive des populations aux actions de la société civile contre la loi de finances. Pour s'être beaucoup servi des organisations syndicales et de la société civile pour combattre les différents régimes auxquels il s'était opposé, le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA) est plus conscient que n'importe quel parti de la majorité que les actions que mènent Nouhou Arzika et ses camarades sont très nuisibles pour un pouvoir dont le chef se gargarise d'avoir été élu à plus de 92%. Ne voulant pas heurter leur orgueil pour reconnaître la gravité de la situation et ouvrir des négociations avec la société civile, comme l'a sagement fait le régime de Tandja Mamadou en 2005, les Guristes au pouvoir pensent émousser l'élan des initiateurs des JAC en s'attaquant à leurs propres personnes. On se souvient que lors de la manifestation du 4 mars



déjà, le président du PNDS-TARAYYA Bazoum Mohamed s'était pris à l'association de Moussa Tchangari, qu'il a accusée d'ouvrir son siège à des réunions de soutien aux militaires impliqués dans la tentative de coup d'Etat de 2015. Bien avant, c'était Ali Idrissa du ROTAB-NIGER que les Guristes présentaient comme un militant du Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA) de Hama Amadou. Ils invitaient même Nouhou Arzika, Moussa Tchangari et les autres à ses méfier de lui. Cette manœuvre n'ayant pas réussi à casser l'unité et la détermination des initiateurs des JAC, les Guristes se retournent aujourd'hui contre Nouhou Arzika qu'ils présentent aussi –ô quel désespoir ! – comme un autre militant du parti de Hama Amadou. Même s'il a fini par rejoindre leur banquet, le président du Mouvement national pour la société de développement (MNSD-NASSARA), Seïni Oumarou, a une parfaite connaissance des Guristes, principalement les responsables et militants du PNDS-TARAYYA. «Si tu es avec eux, tu es un ange. Si tu es contre eux, tu es un démon», disait-il dans une de ses sorties médiatiques quand il était à l'opposition. **O.A.M**

Gouvernance

La ministre de la Communication Hadiza Koubra innove



Pour davantage améliorer la gouvernance de son département ministériel et faciliter l'accès à l'information du public, la ministre de la Communication, chargée des relations avec les institutions Hadjia Sani Hadiza Koubra a lancé il y a quelques temps un site

Web. Cet outil de communication des temps modernes est un portail sur le ministère mais aussi sur les actions du gouvernement de Brigi Rafini et au-delà les actions du président de la République Issoufou Mahamadou. La particularité de ce site Web est qu'outre ses animateurs, le personnel du ministère s'est engagé, chacun en ce qui le concerne, à participer à son enrichissement. Il contient des actes administratifs mais aussi des documents juridiques et réglementaires permettant aux citoyens du monde de mieux s'imprégner sur le fonctionnement du ministère mais aussi sur le Niger dans son ensemble. C'est là, une heureuse initiative de Hadjia Hadiza Koubra qui marque ainsi et à jamais son passage au ministère de la Communication. Bon vent !

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Baba Alpha : quand les portes s'ouvriront...

Notre confrère Baba Alpha aura connu le martyr de la persécution et pour lui faire payer ses audaces, on l'envoya dans le goulag de la Renaissance et voici bientôt un an, qu'il vit dans le trou noir des prisons du Guri-système. Cette affaire de Baba Alpha aura montré, à quel point dans le pays, la rupture d'égalité est consacrée dans la gestion des camarades. Alors que la pièce maîtresse avait les indulgences de la justice, pour être vite relaxée, Baba Alpha et son vieux père, durent faire face à la méchanceté d'un système qui n'en a cure des procédures. Pendant que des délinquants à col blanc ayant dissimulé de nombreux milliards se la coulent douce, narguant un peuple spolié, les princes rosses, produits inachevés d'un socialisme de pacotille, continuent à mépriser le peuple, fiertés et arrogants par ses fortunes surprenantes acquises illicitement.

Baba Alpha aura fait montre d'une extraordinaire résistance, acceptant avec courage le sort qu'on lui fit, et refusant l'abdication. Le monde entier salue le courage de ses combats, la foi de ses convictions, la constance de l'idéal qu'il poursuit dans un pays où il rêve de la plus belle démocratie. L'homme a montré qu'il n'est pas à vendre, et il aura préféré vivre digne, même assommé et persécuté, jamais à genoux, relevant la tête car il aura compris que le choix de son métier lui impose le courage du sacrifice, l'acceptation stoïque des épreuves même iniques et injustes. Le journaliste vit pour la vérité. Il meurt, s'il le faut, pour la vérité.

Mais on savait que le soleil finira par se

lever car dans votre combat, l'on savait que vous ne le menez pas par haine d'un autre, mais seulement guidé par les canons d'un métier qui exige de vous, en dehors de toute compromission, le courage de la vérité. Et l'on sait, par la force de votre voix, la passion avec laquelle, vous exercez un tel métier dans lequel, hélas, bien d'autres sont prêts à la prostitution.

Mais le soleil se lèvera. Vous offrez au monde et à toute la jeunesse nigérienne un exemple de résistance, de courage, de force morale inébranlable qui proscribit les renoncements et les hypocrisies, les marchandages douteux et les alliances compromettantes. Les pseudo-démocrates ne peuvent pas comprendre et tolérer votre liberté de ton et depuis, vous aviez été pour eux, l'ennemi à abattre. Qui pouvait avoir cru que des hommes qui ont le plus joui de leur liberté d'opinion pour avoir tout dit dans le pays y compris l'appel à la désobéissance de la grande muette, et à la désobéissance civile, allant jusqu'à déclarer un président en exercice, accusé d'épilepsie, incapable d'exercer. Ce sont ces hommes qui ont usé de toutes les armes, y compris de celles non conventionnelles, pour mener leur combat, qui veulent faire la leçon aux Nigériens, et surtout, leur refuser le goût à la contradiction que leur donnait la démocratie, appelant désormais à la pensée unique et au culte de la personnalité. Il est dommage que le socialisme ait rabaisé notre démocratie à cette vision sectaire.

Le délibéré de la Cour d'Appel de Niamey, comme transporté par les nuages,

a parcouru le monde, propagé par le vent insolent des réseaux sociaux qui, de partages en partages, a porté loin, l'espoir de votre prochaine libération. Quand même être garé un an à l'ombre est trop pour un homme qui avait tort de se faire journaliste, l'on ne peut que ressentir soulagement et joie pour vous, pour les vôtres et à votre – j'allais également dire notre – vieux père dont l'âge n'aura pas inspiré aucune pitié à un autre pour révéler toute la méchanceté qui gouverne aujourd'hui dans un pays en perte de valeurs, un pays où les hommes semblent avoir oublié qu'ils ne sont que des mortels, dont on ne peut plus comprendre pourquoi ils se fatiguent à prier tous les jours, prétendant aimer Dieu dont ils s'en foutent des principes moraux. Et l'on ne peut que déplorer que le Niger connaisse cette régression morale et politique sous le commandement – entendre le mot dans son sens le plus militaire et policier – de camarades de Gauche sensés être plus proches du peuple.

Même loin de votre cellule qui vous éloignait de votre métier et de votre famille, des Nigériens et d'autres amis du monde, souffraient avec vous, partageaient le malheur qui vous frappait. Jamais, les Nigériens si pacifiques, si humains, ne sont arrivés à ces extrémismes que le socialisme falsifié importé chez nous, a cultivé dans notre société, nous éloignant de la foi qui faisait notre force et notre identité. La sentence, nous la trouvons bien sévère... Mais, c'est la justice.

Baba Alpha, même vous regardant de loin, nous savons que vous êtes un homme de foi et de vérité et que le 4 avril



prochain quand vous alliez sortir de prison, enfin libre, vous sortirez le cœur encore plus limpide, ne portant aucune haine, aucune rancune pour un autre, fussent-ils vos bourreaux que vous laisserez en face de leur conscience et face au jugement de l'histoire et de Dieu, le seul que personne ne peut corrompre ni manipuler. Le monde de la presse vous attend parce que vous êtes le frère et l'ami, une lumière et icône pour guider une jeunesse qui arrive dans le métier. Il va sans dire que la presse souffrira encore dans nos Gondwana et dans nos démocraties bananières mais il restera toujours des hommes debout comme vous, pour faire face aux loups.

Le 4 avril donc, le soleil se lèvera et vous redécouvrirez la lumière qu'on vous a refusée. Et les étoiles riront des méchants. Réinventons le Niger de nos valeurs, un Niger de grandeur et de dignité. Aidons à cultiver un Niger de paix, de solidarité et de justice, de vérité et de fraternité.

WALÉ.

Issoufou Elh Oumarou dit Diouga en détention abusive à la Police judiciaire ?

Interpellé le 1^{er} mars 2018, suite à des propos tenus lors de la marche de la société civile du dimanche 25 février 2018, Issoufou Elh Oumarou dit Diouga Molké, est depuis, détenu dans les locaux de la Police Judiciaire, en violation flagrante des dispositions de la garde à vue. L'intéressé a-t-il fait pire qu'un Sanoussi Jackou, auteur de propos attentatoires à la cohésion sociale et à l'unité nationale ? A-t-il fait pire que tous ces malfaiteurs à col blanc, accusés d'avoir détourné des milliards mais qui sont libres, tranquilles et sereins ? La garde à vue peut-elle être prolongée indéfiniment, selon



les desideratas d'un individu ? La Police judiciaire serait-elle devenue un lieu d'incarcération ? N'est-ce pas en fin de compte une détention abusive dont est victime cet homme que l'on dit victime de traumatismes depuis les années 80, suite à un accident ? Autrement, quel est le code de procédure pénale qui est

ainsi appliqué ? Selon les spécialistes, les droits humains les plus élémentaires de Diaougaont été bafoués. Car, malgré son état, l'intéressé n'a pas cessé d'être une personne humaine avec des droits qui imposent respect. Il doit être présenté à un juge ou relâché, avec des dommages et intérêts en sus.

Remerciement

La grande famille YACOUBA ALTINE à Addaré, Niamey, Say, Arlit, Lomé et Cotonou remercie tous ceux qui, de loin ou de près, ont contribué à l'élection de leur frère SOUMANA OUMAROU ALTINE dit Dello comme chef de village de Addaré suite aux élections qui se sont déroulées le lundi 12 mars 2018 en présence des autorités administratives et coutumières.

Rififi au sein de la majorité présidentielle

Les limites du chantage du Président Issoufou Mahamadou envers ses alliés

Les partis politiques membres de la mouvance présidentielle commencent à gémir sous les bottes du PNDS-Tarayya. La manière cavalière avec laquelle le parti au pouvoir conduit le processus électoral risque d'être la goutte d'eau qui fera déborder le vase. C'est en tout cas ce que laisse penser la réaction/contestation du MPN-Kichin Kassa et du RSD-Gaskia qui auraient écrit au Premier ministre Brigi Rafini, président du CNDP pour dénoncer la composition de la CENI. Une simple correspondance peut-elle démontrer une velléité d'indépendance ? Dans le ciel de la Renaissance, oui ! Le régime ne tolérant pas la moindre contradiction de ses alliés, être capable de dire « je ne suis pas d'accord » est assimilable à un acte de bravoure, voire de témérité. Ces partis politiques ont sans doute fini par comprendre qu'ils jouent leur avenir en

se laissant « coloniser » par un allié qui n'a aucune pitié ni même aucun respect pour eux. Gémir ou mourir en silence, c'est le choix qui s'impose à eux. Vraisemblablement les partis du ministre des Affaires étrangères Ibrahim Yacoubou et de l'ancien Médiateur de la République Cheffou Amadou ont opté pour le premier choix. Ce qui veut dire qu'ils se sont préparés à subir et assumer les conséquences de leur choix. Ils savent mieux que quiconque l'allergie du régime face à la contestation et ses capacités à réprimer sans pitié tout allié qui voudra montrer une certaine indépendance. Le cas du MODEN FA Lumana africa qui a osé quitter la majorité présidentielle en août 2013 est une bonne leçon pour tout le monde. La hargne avec laquelle ce parti et son président ont été l'objet contribue certainement à faire peur aux autres et à les mainte-



nir sous domination. L'attitude du MPN-Kichin Kassa et du RSD-Gaskia vient franchir cette ligne rouge montrant aux autres qu'il est bien possible de dire « Non » et rester en vie. Hier, c'était Ladan Tchiana qui a aussi prité son courage à deux mains pour exprimer sa désapprobation et quitter le gouvernement. Il y'a quelques jours, dans un post sur Tweeter, Omar Hamidou Ladan a écrit qu'on peut tromper une partie du peuple tout le temps et

le peuple une partie du temps mais jamais tout le peuple tout temps. Une citation qui en dit long sur les rapports entre l'ancien ministre des Transports et le régime de la Renaissance auquel son parti AMEN-AMIN appartient toujours. Demain, ça risquera d'être le MPR-Jamhuria d'Albadé Abouba qui ne serait plus en odeur de sainteté avec le parti au pouvoir qui tenterait de le diviser. Le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage Albadé Abouba est, depuis quelques temps, dans une dynamique de récupération de son parti en engageant le renvoi des instances dirigeantes de tous ceux qui n'inspirent pas trop confiance. C'est sans doute le calme avant la tempête ! Ce qui est sûr l'emprise du Président Issoufou sur ses alliés est en train de perdre en force et c'est bien normal puisque l'homme est à son dernier mandat présidentiel.

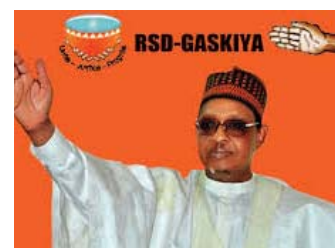
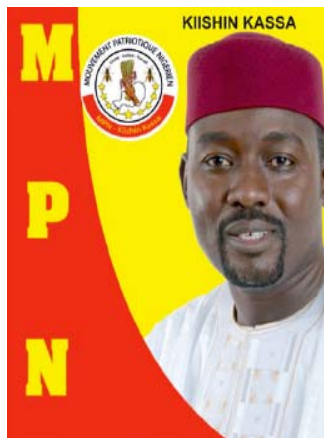
Dan Madougou

Processus électoral

L'attitude courageuse du MPN KIISHIN KASSA et du RSD-GASKIYA

Selon le quotidien «L'Enquêteur», dans sa parution du lundi 12 mars dernier, le Mouvement patriotique nigérien (MPN KIISHIN KASSA) du ministre des affaires étrangères Ibrahim Yacoubou et le Rassemblement social et démocrate (RSD-GASKIYA) de l'ancien médiateur de la République Cheffou Amadou ne sont pas d'accord sur la manière dont le processus électoral est actuellement conduit. D'après le journal, ils ont écrit au Premier ministre Brigi Rafini, en sa qualité de président du Conseil national de dialogue politique (CNDP), pour protester contre le mode de représentation des partis politiques au sein de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), ainsi que sur la procédure de prise de décisions au sein de la même institution. Sur le premier point, le MPN KIISHIN KASSA et le RSD-GASKIYA ont dit ne pas comprendre que la représentation des partis politiques au sein de la CENI soit faite sur la base des regroupements des partis politiques (majorité/opposition), ce qui empêche ainsi aux partis d'être individuellement re-

présentés, même lorsqu'ils ont des candidats. Sur le deuxième aspect, les deux partis ont demandé la neutralité des agents de l'administration publique au sein de la CENI. A ce sujet, le MPN KIISHIN KASSA et le RSD-GASKIYA ont demandé que ces derniers soient exclus du vote, au cas où par manque de consensus les membres de la CENI doivent procéder à un vote. Même si, d'après le quotidien «L'Enquêteur», aucune suite favorable n'a été donnée à leurs demandes lors de la dernière réunion du CNDP, ces deux partis de la mouvance présidentielle ont eu une attitude hautement courageuse, dans ce contexte où le principal parti au pouvoir (PNDS-TARAYYA) considère ses alliés comme des moins que rien, en leur imposant ce qu'il veut et ce qui l'arrange. Par rapport au processus électoral par exemple, l'opinion est choquée de voir des partis, qui aspirent à présenter des candidats aux différents scrutins, observer un silence lâche par rapport au non-respect par le PNDS-TARAYYA de toutes les procédures réglementaires et d'usage pour la



mise en place des organes chargés de conduire ce processus. C'est ainsi que pour la composition de la CENI par exemple, l'opposition politique et des observateurs indépendants ont relevé que près des deux tiers des membres de cette institution sont militants ou sympathisants du PNDS-TARAYYA. Aucun parti de la majorité n'a eu le courage d'élever la voix pour s'opposer à cet état de fait qui s'inscrit certainement dans un plan de contrôle systématique du processus électoral. Sûr que si à l'époque des grands partis de la mouvance présidentielle avaient pris leur courage à deux mains pour

dénoncer cette mascarade, le PNDS-TARAYYA sera obligé de revoir sa copie. Même si elle peut être considérée comme tardive, l'attitude du MPN KIISHIN KASSA et du RSD-GASKIYA est à encourager. En plus de servir les intérêts des deux partis – qui aspirent sans doute remplacer le PNDS-TARAYYA au pouvoir – elle procède d'un combat républicain car, lorsqu'un processus électoral est biaisé à la base, il ne conduit qu'à des élections truquées et trafiquées qui elles-mêmes peuvent déboucher sur des conflits aux conséquences imprévisibles. A l'instar du MPN KIISHIN KASSA et du RSD-GASKIYA, les autres partis de la mouvance présidentielle doivent avoir le courage de s'élever contre cette tendance du PNDS-TARAYYA à contrôler l'ensemble du processus électoral pour continuer à garder le pouvoir contre vents et marées.

Dan Lamso

Journées d'Actions Citoyennes (JAC) du 11 mars 2018

Une véritable réplique aux partis de la mouvance présidentielle

Conformément à son agenda, la société civile opposée à la loi de finances 2018 a organisé, le dimanche 11 mars dernier, la 6^{ème} Journée d'Actions Citoyennes (JAC). La mobilisation enregistrée ce jour-là était sans commune mesure avec les manifestations « budgétisées » et « facturées », que les partis au pouvoir avaient organisées les 4 et 10 mars à Niamey et dans d'autres grandes villes du pays.

A Niamey, c'est à une véritable démonstration de force qu'on a assisté le dimanche 11 mars dernier. Dieu seul sait combien ils étaient les dizaines de milliers d'hommes et de femmes, jeunes comme âgés, qui ont pris part à la marche partie de la place Toumo et au meeting qui s'est déroulé à la place de la Concertation. Malgré le soleil de plomb qui s'est abattu dès les premières heures de la journée sur Niamey ce jour-là, l'appel de la société civile opposée à la loi de finances 2018 a été largement suivi par la population de la capitale. La place de la Concertation avait refusé du monde, tant les manifestants venaient de partout. Et, aussi étonnant que cela puisse paraître, il n'y avait même pas des charrettes pour transporter les manifestants. Chacun est venu selon ses moyens. La seule chose qui caractérisait les manifestants de ce 11 mars 2018 était la conviction qui les animait par rapport au combat qu'ils mènent contre la loi de finances 2018. Une semaine plus tôt, d'autres manifestants étaient rassemblés à la même place de la Concertation, à l'appel des partis membres de la mouvance présidentielle, pour apporter leur soutien à la loi de finances 2018. Contrairement à ceux du 11 mars, eux étaient transportés dans des bus et des minibus, certains depuis des localités éloignées de Niamey. Selon certaines sources, ils auraient même reçu des sommes d'argent pour les motiver à prendre part à la manifestation de soutien à la loi de finances. Malgré tout et en dépit de l'implication de plusieurs structures de l'Etat – dont l'Office de radiodiffusion et télévision du Niger (ORTN) qui a diffusé plusieurs messages appelant les citoyens à prendre part à la manifestation – la mobilisation du 11 mars a été de loin plus grandiose que celle du 4 mars au niveau de Niamey. Dans des villes comme Zinder, Maradi et Tahoua, des milliers de personnes étaient aussi sorties le 11 mars pour exprimer leur rejet catégorique des mesures antisociales contenues dans la loi de finances. Là-bas aussi, les manifestants n'ont pas eu besoin d'être transportés dans des bus et minibus, ni même être payés pour participer aux manifestations. Ils sont sortis selon leur propre conviction pour montrer leur opposition à la loi de finances 2018. Dans l'ensemble, la mobilisation enregistrée par les JAC du 11 mars a sonné comme une véritable réplique aux partis de la mouvance présidentielle. Ces derniers, malgré leur nombre qui avoisine la soixantaine, étaient obligés de mobiliser des grosses sommes d'argent pour réunir le monde qu'ils sont réunis



dans les différentes localités. Qu'aurait été la manifestation du 4 mars à Niamey, si elle n'avait pas coïncidé avec les travaux du congrès de l'Organisation des jeunes du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (OJT), à laquelle prenaient part des délégations de toutes les régions du pays et même de la diaspora ? Pour certaines localités, il a fallu le samedi 10 mars pour organiser les manifestations de soutien à la loi de finan-

ces. C'est le cas de Dosso et de Zinder. Ainsi, beaucoup des manifestants du 4 mars se sont rendus dans ces localités pour manifester de nouveau en faveur de la loi de finances. Sans doute que si les manifestations étaient organisées le même jour, comme le sont celles de la société civile, on allait assister à des fiascos retentissants dans plusieurs localités.

Oumar Aboubacar Mohamed

Niger: violente attaque contre un poste de gendarmerie à 40 km de Niamey

Au Niger, des hommes armés ont pris d'assaut cette nuit un poste de gendarmerie à 40 kilomètres de Niamey. Une attaque assez inhabituelle aussi proche de la capitale.

C'est une attaque vraiment osée qui s'est déroulée vers 22h30 environ, heure de Niamey, à seulement 40 kilomètres au nord de la capitale du Niger. Le bilan de cette attaque spectaculaire est de trois gendarmes tués à leurs postes de garde à l'entrée du village de Goubé et un blessé par balle.

Après leur forfait, les assaillants, qui n'ont pas été identifiés pour l'instant, sont repartis en moto en direction du sud-ouest, vers la frontière malienne située à plus de 100 kilomètres du village de Goubé. Précision importante, le village de Goubé n'a pas été attaqué par ces assaillants et les villageois rencontrés ce matin ne comprennent toujours pas comment leur village a pu échapper aux terroristes. Aussitôt, l'alerte donnée,



Militaires nigériens à la frontière sud du pays (illustration). © RFI/ Nicolas Champeaux

les forces de défense et de sécurité sont parties à leur poursuite. Impossible pour l'instant de savoir si les assaillants ont été rattrapés ou neutralisés.

En tout cas, c'est la première fois qu'une telle attaque, si proche de Niamey, se produit entraînant la mort d'hommes. La dernière s'est produite il y a deux ans. Des terroristes venus du nord du Mali avaient tenté d'attaquer la prison de haute sécurité de Koutoukalé et de libérer leurs camarades. Ils avaient été mis en déroute.

Par RFI

Marche citoyenne : le défi relevé !

Les socialistes nigériens ont réussi la prouesse de mettre notre pays à genoux, notre économie à terre, ils ont réussi à diviser les Nigériens et le pays marche en deux versions, en deux blocs qui se vouent les pires inimitiés. Alors qu'une frange importante du peuple, dénonce la gouvernance des camarades et depuis des semaines leur loi des finances, le gouvernement de Brigi Rafini ne sait plus répondre à leurs préoccupations légitimes posées qui les mobilisent pour investir la rue pour contraindre les princes roses à les écouter et à trouver des solutions, sinon à revenir carrément sur une loi de l'inégalité fiscale. Tous les Nigériens, en écoutant Brigi Rafini, lors de la dernière marche du gouvernement, ont compris qu'ils ne pouvaient pas compter sur cet homme et surtout qu'il ne pouvait pas être l'homme si humain qu'une humilité de façade peut faire voir. En fait, « tous ceux qui se ressemblent s'assemblent... ». Au lieu d'avoir donc une oreille attentive aux colères populaires, le régime semble avoir fait le choix de servir l'impérialisme, non le peuple qu'il prétend pourtant l'avoir élu, et pour ce faire, il a choisi la voix de la confrontation pour finalement opposer les Nigériens en descendant dans la rue, convoyant dans la rue des clients-marcheurs et autres obligés qui avaient à défendre une position dans le système vampirique des camarades. C'est en réaction à la manifestation du pouvoir et à l'appel des leaders de la société civile que les Niaméennes et les Niaméens se sont fortement mobilisés pour sortir ce dimanche 11 mars 2018. La différence est bien nette : le vrai et le juste se distingue de l'ivraie et de l'hypocrite. Et les Nigériens ont fait leur choix ! **Gigantesque démonstration de force....**

Les Nigériens sont sortis comme jamais et cela dénote de leur ras-le-bol généralisé. Ils avaient compris que Bazoum et sa troupe leur lançait un défi et dignement, le peuple qui est sorti ce matin et que personne n'est allé chercher ailleurs ni dans les maisons, dans les camps et les champs, l'a relevé à la grande satisfaction des organisateurs mais également des leaders du FOI et du FRDDR qui avaient appelé leurs militantes et leurs militants à sortir pour soutenir la société civile dans sa lutte citoyenne, une lutte fondée, justifiée. Les socialistes ont rabaissé notre démocratie, et avec l'argent qu'ils ont amassé pour appauvrir l'État, ils ont acheté les consciences qui étaient à vendre et aujourd'hui, le monde qu'il traîne avec eux, ne les suit pas par conviction mais juste pour avoir à manger avec eux dans l'impunité et pour s'être compromis par la concussion ils avaient besoin d'une protection. Or, qui aime la facilité, ne peut jamais être un brave. Ainsi le monde de la Renaissance est fait de bric et de broc, des hommes et des femmes sur lesquels, l'on ne peut prendre aucun engagement car tous, dans leur vie politique, ont trahi une fois sinon plus. C'est pour cela que le PNDS ne sait pas faire trop confiance à des hommes comme Zakaï, Kassoum Moctar, Seyni Oumarou, Hamidou Garba, Amadou Salifou, et toute la racaille qui



ne sait pas résister à la tentation du moindre copeck qu'on leur brandit. Et comme si Dieu faisant bien les choses, la gestion corruptive des socialistes a au moins eu le mérite de tamiser une société pour en révéler les deux groupes qui la composent : les politiques prostitués manipulés par le cynisme politique d'hommes qui se réclament hypocritement de Gauche et les hommes d'une probité irréprochables ayant fait le choix du pays et de sa dignité aujourd'hui bafouée.

Les socialistes nigériens ont minimisé leur peuple, ils croyaient qu'ils pouvaient acheter tout le monde, que leur argent amassé pouvait leur permettre de mettre tous les Nigériens à leurs pieds, ignorant que dans un peuple, il restera toujours des hommes et des femmes de dignité résolus, comme l'a souligné la déclaration des OCS « à bâtir un État de droit garantissant l'exercice des droits collectifs et individuels, la liberté, la dignité, l'égalité, la sûreté et le bien-être comme valeurs fondamentales de notre société ». Et les acteurs de la société civile se sont réjouis de cette mobilisation exceptionnelle parce qu'elle est la « preuve supplémentaire non seulement de l'attachement indéfectible des Nigériens au principe fondamental de la souveraineté du peuple, au caractère démocratique et social de la République, mais aussi de [leur] opposition absolue à tout régime politique fondé sur la dictature, l'arbitraire, l'impunité, l'injustice, la corruption, la concussion, le régionalisme, le pouvoir personnel et le culte de la personnalité », toutes choses que les socialistes savent promouvoir et cultiver.

Cela fait longtemps que nous écrivions que les camarades Nigériens sont des adeptes de la Fitna qu'ils entretiennent dans le pays, en gouvernant par l'injustice et par le mal. Quand par ses silences agaçants, l'on a l'impression que le magistrat suprême cautionne cette gestion au rabais de notre société par une parole polluée et malsaine, pleine de fiel et de haine, régulièrement déversé sur le peuple par ceux qui communiquent au nom d'un gouvernement qui ne sait plus respecter son peuple, l'on est en droit de s'inquiéter car ses mutismes pourraient bien cacher l'assentiment d'un Chef supportant les dérives de ses ouvriers.

Une mobilisation sincère

Alors que l'on distribuait argent, que l'on transportait des ouvriers journaliers de la

marche, les organisations de la société civile, se contentaient juste de faire appel au patriotisme des Nigériens pour les rejoindre dans la rue et la mobilisation a été monstre, historique pour répondre en écho à celle organisée une semaine plus tôt par des gouvernants paniqués.

Dès lors, les Nigériens sont dans une logique de confrontation voulue par le gouvernement qui, ayant perdu confiance en lui-même, est prêt à toutes les compromissions. Les Nigériennes et les Nigériens étaient volontairement sortis et personne n'a été transporté, personne n'a reçu de l'argent d'un autre, pour être là ce matin et la mobilisation a été gigantesque, mémorable, faut-il le rappeler. Personne de la Renaissance ne pouvait sortir pour le démentir ni même le commenter : c'était fort et sans doute que les Renaissants depuis ce jour dimanche 11 mars tremblent de peur, car enfin, peuvent-ils comprendre que les Nigériens sont un peuple comme un autre

Suite page 8

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication
Ibrahim A. YERO
CEL : 90.06.78.46

Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur
les presses de la G.I.N

Cadre de Concertation et d'Actions Citoyennes de la Société Civile Nigérienne Indépendante CCAC/SCNI

APPEL A MANIFESTATION

VILLE MORTE

A Niamey, pour le Jeudi 15 Mars 2018

**CITOYENS & CITOYENNES DE TOUTES LES CONDITIONS
SOCIALES MOBILISONS NOUS ENSEMBLE POUR PROTESTER
CONTRE LA LOI ANTISOCIALE DES FINANCES 2018**

et qu'ils avaient tort de le sous-estimer.

Le peuple vaillant arrive...

Mieux, l'engagement des manifestations est visible et inébranlable à travers ces gorges déployées qui criaient leurs colères, plus que jamais déterminées. On sent de la rage, de la hargne dans les voix des hommes et des femmes qui battaient le pavé sous le soleil de mars rayonnant de gloire et de sévérité. Et le peuple exténué, en rangs serrés, rageur, laissait éclater son amertume.

La radicalisation...

Alors que le gouvernement se montre très ouvert à déradicaliser des forces occultes qui ont fait le mal, qui ont semé la terreur et la désolation dans le pays, l'on ne peut pas comprendre qu'il manque du même état d'esprit, pour d'autres nigériens qui ont refusé de faire le choix du maquis pour privilégier les voies constitutionnelles et non violentes et vouloir ainsi se faire entendre, en préférant les manifestations populaires auxquelles, hélas, Brigi Rafini et son équipe restent indifférents et méprisants. Face à ces indifférences, et ces surdités, de plus en plus de Nigériennes et de Nigériens à bout de patience, sortent nombreux marchant vers la radicalité. Certains appelaient à marcher sur la présidence dans l'espoir qu'enfin, ce président qui s'est muré, enfin les entende. On sentait la société civile acculée par des hommes et des femmes, des jeunes surtout, dos au mur, optant désormais pour une telle solution dont on peut présager des dérapages qu'elle peut susciter dans des foules aussi surexcitées qui semblent de plus en plus ne plus croire aux vertus du dialogue

quand ceux qui gouvernent, pensent toujours qu'au nom d'une certaine majorité on ne peut plus discutable, peuvent continuer à refuser d'entendre ceux qu'ils considèrent – à tort sans doute – comme une majorité agitée et manipulée. Savoir gouverner, c'est savoir écouter et il est dommage que la Renaissance ne sache pas écouter surtout quand son peuple est en colère.

On est peut à une situation de déconfiture et de pourrissement qu'il est urgent de conjurer pour éviter à ce peuple meurtri par un socialisme contrefait, des épreuves inutiles.

Les partenaires sont interpellés...

Il faut reconnaître que plus que la loi de finances, il y a aujourd'hui d'autres sujets qui fâchent dans le peuple. Il s'agit des installations militaires étrangères pour lesquelles les pays amis ne doivent pas s'offusquer de l'attitude des Nigériens car il s'agit quand même de décisions importantes pour ne pas dire graves qui auraient pu, dans la normalité, requérir, le quitus de la représentation nationale que le magistrat suprême n'a pas daigné consulter comme si être président d'un pays autorisait à décider seul pour un peuple surtout par rapport à des questions aussi sensibles. Les Nigériens croient en leur souveraineté et entendent quel que soit le prix, préserver par la part de fierté qu'elle leur donner, leur dignité de peuple libre. Et depuis des mois, un sentiment anti-impérialiste se développe dans le pays alors que tous nos pays auraient mieux à gagner en entretenant des partenariats transparents où chacun sait les limites de son action. Et les Nigériens en sont d'autant plus

indignés, que depuis Hollande, ils avaient l'impression que le régime socialiste nigérien ne gouverne que pour plaire à l'Extérieur, leur président ne se lassant pas de parcourir le monde pour aller à chaque bout de la terre, tant qu'il pourra y rencontrer un de ces grands du monde. Pire, quand il se précipitait à aller au Burkina la dernière fois alors que jamais, il ne s'est rendu sur un des fronts où des dizaines de Nigériens, soldats et civils, sont morts, pour apporter réconfort et soutien aux populations et aux troupes, les Nigériens se demandent à juste titre s'il n'est pas plus attaché aux préoccupations des autres qu'à celles de ses compatriotes.

Il y a aussi entre autres sujets qui justifient la fronde sociale, la mal-gouvernance et les injustices criardes qui ruinent notre société catégorisée en Nigériens des privilèges et Nigériens de seconde zone. On peut donc comprendre que les Nigériens se lèvent contre ce socialisme complexé et prédateur qui ne rend aucun espoir possible.

C'est d'abord la France, premier partenaire qui est interpellée face à la descente aux enfers du Niger, mais également les autres partenaires européens, américains et africains, qui, parce que le régime fait le jeu de l'Occident, font semblant de ne rien voir. Et plus qu'un autre, c'est l'ambassadeur de France commandé chez Hollande, artisan de ce pouvoir boulimique qui fait trop le mal, qui doit clarifier son jeu dans le débat nigérien.

Aux heures graves de la vie des peuples, chacun est appelé à s'assumer.

WALÉ.